



PRÉAMBULE

Ce texte, *Communes du livre*, a été initialement écrit comme une réponse possible aux problèmes rencontrés par un secteur particulier de l'édition, celui de la bande dessinée ; mais c'est bien parce qu'il n'y a pas de raison de l'y restreindre que nous pensons productif, les éditions Adverse et moi, de le rendre public aujourd'hui ; l'actuel mode de circulation du livre fragilise toutes les familles éditoriales sur les mêmes points, avec plus ou moins de violence, dès lors qu'elles s'écartent des catégories du goût établies par la marchandise. S'il est surtout question ici de la circulation marchande, il serait naïf de croire que l'uniformisation du goût qui découle de l'industrie éditoriale ne touche pas également le monde des bibliothèques, les événements et les espaces culturels, la sphère critique, tous dépendant d'un même système de représentation et d'invisibilisation tactique.

Ce texte fut rédigé à l'adresse du SEA¹, un syndicat réunissant des éditeurs alternatifs de bande dessinée. Alternatifs est l'attribut assez ridicule choisi par nous pour ne pas en choisir de plus ridicule encore, sans doute... Underground ? Déviants ? Outsiders ? Une catégorie sociale ? Économique ? Clinique ? Alternative des œuvres ? Du mode de production ? De la conception du livre ? Du monde ? Comment choisir notre costume trop court ? Se réclamer frontalement d'une expression minoritaire est probablement trop déclaratoire pour fédérer significativement ceux que la machine normative n'a pas encore réussi à araser ; et peut-être cela nous aurait-il acculé à formuler chacun notre informulable programme, sans aucune garantie que cela nous rapproche vraiment. Avec la possibilité que cette exposition rende plus perceptible encore tout ce qui nous sépare. Nous avons donc préféré, au ridicule de se donner trop d'importance, celui de ne pas s'en donner du tout. Pourtant, un *syndicat des expressions minoritaires* opposerait d'emblée quelque chose, il me semble, au cauchemar de l'état de nature statistique, à cette prétention générale de régler les problèmes de présence au monde et de partage territorial par l'arrogance de la majorité qui fait d'une violence sociale le double de la brutalité économique.

Évidemment, choisir avec soin la typologie qui vous réduira un peu moins que les autres revient à répondre favorablement aux exigences mêmes de la pensée typologique, pensée que pourtant rien n'impose à des éditeurs dont la raison d'exister est de publier des œuvres ne répondant à aucune typologie.

Mais la détermination des puissants à modeler les formes des discours comme les formes du monde est telle qu'elle s'exerce également sur ceux qui en réfutent l'autorité. Ces questions de représentation de soi, d'un soi collectif, sont celles qui amènent, pour s'assembler, à définir une vision commune ; elles portent en elles les objets et notions que nous choisissons publiquement pour émissaires techniques, politiques, artistiques, et sont au fond rien moins qu'anodines, jusque dans la simple façon de nous désigner.

Je n'affirme pas que le choix du mot *alternatif* porte en soi l'abdication de toute combativité, mais j'y entends tout de même une invitation à un arrangement pacifique pour faire son trou dans son coin.

Par paresse, lâcheté, candeur ou manque d'imagination, on préfère imaginer qu'il suffit de s'écarter d'un système s'il ne vous convient pas, qu'il n'est pas nécessaire de le détruire pour produire quelque chose d'autre. Il est tentant de croire qu'il suffit de s'asseoir longtemps sur la berge pour voir flotter le cadavre de son ennemi. Mais la rêverie proverbiale borne dangereusement l'imagination politique.

Il me fut dit en substance, à la lecture de ce texte devant le SEA, ceci : « pourquoi ne pas construire ce système à côté de celui de l'actuelle librairie, sans le détruire lui ? » Il se trouve qu'un système comme celui-là modélise également son extériorité², quand il n'en nie pas purement et simplement l'existence (voir à ce sujet l'intervention de Benoît Mouchart, directeur de Casterman, dans sa revue *Pandora*³) : dans le domaine éditorial, comme dans le domaine culturel, cette modélisation fait campagne d'abord de la minimisation des écarts (comme le fait n'importe quelle majorité devant les demandes de réparation d'une minorité qu'elle écrase), puis de la négation : la force d'un modèle culturel comme la force d'un modèle éditorial se subordonne à sa prétention à la totalité, couverture fantasmée du tout de son champ d'action. Il s'agit de repousser infiniment ses bords imaginaires jusqu'à les faire épouser ceux du monde, en prétendant connaître et représenter sa propre contradiction même. Produire sa critique interne pour se laisser supposer incriticable par une extériorité (forcément pathologique de se croire critique autant que de se croire extérieure), voilà l'activité continue des médias (insolence calibrée de télévision, tribune de journalistes jouant des oppositions de pacotille, cadrage systématiquement homéostatique de toutes les aspérités ; c'est la matrice surproductive des copies grossières d'expressions minoritaires soigneusement lissées, kitschifiées, apaisées, démilitarisées).

Produire des formes ou les accompagner socialement en relayant le fantasme d'une naturalité bienveillante dans laquelle cohabiteraient les possibles — fable fluvialement écrite et chantée par ceux qui produisent et réglent le cadre des cohabitations — ne se fait qu'au prix de reconduire non pas le monde mais les forces qui l'ordonnent, et de laisser l'espace social entre les mains de ceux à qui il appartient déjà par la force. Produire une version allégée, timide, prudente, mesurée des Communes du livre, reviendrait à leur ôter tout moyen, toute efficacité, et à déduire de leur échec programmé les causes de leur échec substantiel⁴. Il faut donc prendre en considération la nature inconditionnelle, radicale et entière de l'organisation des Communes du livre comme modalité de leur réalisation.

On peut souhaiter que tout cela ait un sens — rédiger et publier un tel texte —, que ça ne produise pas un petit parallépipède de papier de plus dans les catacombes théoriques des réformes et de projets morts-nés... Il va de soi que ce texte n'attend que d'être commenté, amélioré, augmenté, par tous ceux qui, comme moi, considèrent de la première urgence d'en finir avec la docilité. On peut déjà commencer par s'arracher à l'entre-soi des sphères sociales, artistiques, intellectuelles ; je voudrais que la vision d'un autre système de circulation des bandes dessinées — qui a motivé la rédaction de ce texte — attise l'imagination d'éditeurs de toutes autres sortes de livres et qu'elle stimule le désir de bien d'autres lecteurs que les éditeurs eux-mêmes ; de la même façon qu'une petite injustice de plus (voir note 1) faite à des créateurs de fanzines dont tout le monde se fout a pu faire naître un syndicat d'éditeurs qui se côtoyaient sans se rencontrer depuis des dizaines d'années, on peut souhaiter que ce premier jet d'un autre modèle de distribution fasse naître des rencontres entre éditeurs et lecteurs de tous horizons, réunis par le désir d'un autre devenir éditorial. Il est absurde d'imaginer que ces questions sont étrangères aux autres champs éditoriaux, aux autres expressions minoritaires écrites, qu'elles soient littéraires, politiques, poétiques, pornographiques, scientifiques. En fait, c'est quasiment sous la même forme que se présentent invariablement les problèmes structurels, financiers, gestionnaires, logistiques, des petites maisons d'édition ; si certains secteurs de l'édition s'affranchissent de certaines barrières financières par un travail d'équilibristes constant (de quémandeurs serait plus exact) avec les institutions culturelles, les centres d'aide au livre régionaux, nationaux, les bourses de toutes sortes, ce nouage ne crée qu'un domaine de subordination supplémentaire faisant de ces secteurs de l'activité éditoriale les fétiches de la représentation culturelle au lieu d'en faire les paillassons de la

circulation marchande. Autant dire que le besoin de travailler autrement se fait sentir également dans ces domaines-là, et que le Marché de la poésie ou le Printemps des poètes n'est pas plus un horizon éditorial pour les éditeurs de poésie que ne l'est la concession éphémère de trois centimètres de rayonnage dans une librairie prétendument spécialisée pour le cinquantième du catalogue d'un éditeur de bandes dessinées.

Penser un dispositif de distribution, de diffusion et de vente complètement émancipé de l'actuelle machine est en soi une chose désirable pour s'arracher au vice substantiel de la marchandise. Mais le penser en décloisonnant également les champs éditoriaux, en précipitant le bariolage disciplinaire, ne pourrait être que fécond à tous points de vue : rendre indissociable — dans la texture du quotidien, dans le maillage politique et sensible — l'invention de la bande dessinée de celle des autres champs d'expériences du monde intellectuel et artistique refaçonnerait considérablement le rapport critique à l'ordonnement hiérarchique du monde et des idées. Il est temps de bousiller utilement la machine imbécile qui distribue les bons points culturels sans aucun souci de la singularité de chaque œuvre. Il est urgent d'en finir avec les questions qui contiennent déjà leur réponse dès lors qu'elles apposent les catégories au lieu de confronter les œuvres. Qui sait ? Si les chercheurs les plus singuliers du monde de la physique se retrouvent pris dans le même projet anthropologique et social que les plus singuliers des dessinateurs de bandes dessinées, peut-être travailleront-ils un jour ensemble après s'être rencontrés sur les rayons d'une Commune du livre, sans souci de savoir si la science physique existe, si cette dame imaginaire écrit l'avenir de l'humanité, ou si on lui doit une révérence plus près du sol qu'à madame la bande dessinée ? Il s'agit, à travers ce projet de Communes du livre, de donner, enfin, à la théorie des exceptions, l'opportunité de trouver un corps.

La lecture du texte qui suit est émaillée d'exemples empruntés au monde éditorial qui est le mien, mais je ne doute pas qu'ils trouvent leurs doubles dans toutes les disciplines, dans toutes les sphères sociales, dans toutes les émanations peu subtiles de l'infinie variété du même (expression que Debord appliquait à la marchandise et qui s'applique extensivement à toutes ses conditions d'apparition) ; les situations, les tracés territoriaux, les trahisons, les lâchetés, sont les motifs lancinants d'une chanson éternellement réécrite, celle des vies conduites par l'appétit de pouvoir et par les moyens de sa conservation, aussi ridicule et dérisoire soit l'empire sur lequel ils s'exercent.

1/ Le SEA est né en 2014 de la découverte par Maël Rannou (micro éditeur de L'Égouttoir) d'un document interne au festival d'Angoulême concernant la restriction drastique de la place réservée aux fanzines cette année-là. Alertant une poignée de micro éditeurs directement concernés par ce problème - Bicéphale, L'Œuf, Pré Carré - il fut décidé d'ouvrir cette question à Cornélius. Avec lui, fut envisagée la création d'un syndicat d'éditeurs susceptible dans un premier temps de constituer une force d'opposition au festival pour, ensuite, se donner les moyens d'affronter à plusieurs les innombrables obstacles économiques, politiques, techniques, que rencontrent les petits éditeurs.

Ce syndicat est à ce jour sans doute le seul au monde incapable de prononcer le mot politique dans une seule de ses propositions, et il peine à sortir du rôle et du mode opératoire d'un lobby. On espère qu'il gagnera en fermeté autant qu'en imagination avec le temps, sous peine de décevoir très rapidement les attentes qui furent la cause de sa création. Son hétérogénéité, si elle constitue le véritable miracle et la beauté du syndicat, est sans doute la principale obstruction à la formulation d'une vision collective claire.

Le texte Communes du livre a été présenté par moi à la réunion du SEA de Bordeaux le jeudi 16 juin 2016. Étaient représentées les éditions Arbitraire, La Cafetière, Ça e3 Là, La Cerise, L'Employé du Moi, L'Association, Pré Carré, Bicéphale, The Hoochie Coochie, Adverse, Une Autre Image, Ion, Biscoto, Les Requins Marteaux, Frémok, Cornélius, Flblb, Misma.

2/ Prenons l'exemple de l'office ; il ne suffit pas de s'en soustraire pour régler son problème et se libérer de sa charge : tout libraire qui rompt cette laisse-là le paye lourdement de toutes sortes de brimades financières (il ne bénéficie plus des mêmes marges auprès des éditeurs) et de freins fonctionnels (il reçoit les nouveautés après les autres libraires). Il faut détruire le système de l'office.

À ceux qui ne sont pas familiers de la distribution en librairie, un éclaircissement s'impose sur le fonctionnement de l'office et celui des retours pour donner un bon exemple de machine folle : ainsi, l'office consiste en un contrat établi entre une structure de diffusion/distribution et une librairie, contrat par lequel la première impose à la seconde la commande d'au moins un exemplaire de l'ensemble des nouveautés en contrepartie d'une augmentation de sa marge commerciale. Ce système, en permettant au diffuseur/distributeur de se garantir la vente d'une quantité minimum d'exemplaires à chaque nouvelle parution, encourage tendanciellement une augmentation de la production du côté des éditeurs (stratégie particulièrement opérante dans une visée d'occupation maximum du marché) mais nie dans le même mouvement la faculté de sélection du libraire autant qu'il accentue ses besoins en trésorerie. Cette stratégie commerciale est par ailleurs assortie d'un droit de retour sur les invendus concédé au libraire (en contrepartie d'un avoir sur une prochaine commande). Ces conditions

pour les retours ont été considérablement assouplies ces dernières années par les structures de diffusion-distribution majoritaires, afin de ne pas brider le développement de plus en plus outrancier de l'office en rassurant les librairies sur la souplesse et la rapidité de la rotation et des flux tant physiques que financiers.

3/ <http://www.du9.org/humeur/lettre-ouverte-a-benoit-mouchart/>

Ce texte, signé par Alexandre Balcaen (alors membre de The Hoochie Coochie et désormais éditeur d'Adverse), décortique et démonte la rhétorique publicitaire fallacieuse du directeur éditorial de Casterman qui, au moment du lancement de sa revue collective Pandora, en vanta le caractère novateur selon les postulats qu'il n'existerait pas de tradition de la forme courte dans la bande dessinée européenne (au contraire des États-Unis et du Japon) et plus du tout de revues de bande dessinée en France en 2016 avant que les éditions Casterman ne viennent palier ce manque.

4/ Nous connaissons très bien ce pas de danse tactique : limiter graduellement les moyens des services publics a servi à produire les conditions de leur destruction, tout en prétendant en être les observateurs avisés ; La Poste en est l'exemple le plus obscènement visible. Les écoles dites prioritaires sont également celles qui disposent des plus petits budgets et produisent ainsi les situations monstrueuses contre lesquelles, prétendument, on les a inventées, etc.

Que se passerait-il dans le cas d'une mise en œuvre partielle des Communes du livre ? Le maintien en place des forces de frappe marchande, par la disponibilité immédiate des mêmes livres et la publicité qui en est faite, rendrait incompréhensible leur vente différée dans les Communes ; le double circuit des livres produirait un épuisement des forces techniques des éditeurs-mêmes qui, par le système des communes, étaient censés en économiser ; le maintien d'une économie coûteuse du livre (60 % en moyenne des coûts sont ceux de la distribution — diffusion et commission librairie incluses) à côté de celle des Communes accule à une timidité des investissements financiers dans les Communes et les condamne rapidement à une totale inefficacité. Etc.

Il est évident qu'à vouloir se maintenir dans le réseau de distribution tout en s'ouvrant par petites touches à une version allégée des Communes, un éditeur perdra encore plus d'argent, de temps et d'énergie qu'avec l'actuel système.

COMMUNES DU LIVRE

Avant d'en venir à l'objet de ce texte — tenter de jeter les bases imaginatives d'une réforme du système de distribution et de diffusion de nos livres — j'aimerais brièvement aborder la question de ce « nous », à savoir le syndicat d'éditeurs lui-même auquel j'adresse ces quelques lignes :

Notre plus grande faiblesse vient, à mon sens, depuis la création de ce syndicat, de ce que nous sommes visiblement impuissants à de nous doter d'un peu mieux que la craintive stratégie consistant à nous faufiler dans un système qui n'est pas pensé pour nous (il l'est si peu qu'on pourrait le croire pensé contre nous si un sursaut de lucidité ne nous ramenait pas à notre tragique insignifiance sur le marché du livre).

Qu'espère-t-on ? Y être considérés avec bienveillance, quitte à nous y faire plus petits encore que nous ne le sommes déjà pour ne pas nous faire remarquer ? La première cause de cette vicieuse faiblesse est d'être incapables de penser ce « nous » qui constitue pourtant pas à pas l'hétérogène communauté du SEA, que chaque nouveau membre vient bigarrer encore un peu plus. Essayons de voir ce que nous avons en commun en dehors de la contrainte exercée par ce système éditorial écrasant, tentons d'établir une ligne de front qui puisse se tracer des plus robustes d'entre nous (Cornélius, Atrabile, les Requins, etc.¹) aux plus fragiles (Radio as Paper, Pré Carré, Bicéphale, etc.) en passant par la subtile variété chromatique de tous les autres.

Par quoi commencer ? Peut-être par penser notre écart comme fondé par le sens même de notre travail, par celui des singularités qui s'y déploient, et non comme un accident passager d'un marché dont on devrait attendre ou accélérer l'apaisement. Sans ce discernement, nous aurons bien du mal à ne pas bredouiller quand il s'agira de donner une raison d'être à ce syndicat ou, plus programmatiquement, de défendre l'idée même qu'il existe des façons différentes de considérer le travail d'éditeur.

Il serait déjà assez bon de ne plus jamais lire, par exemple, émanant de nos rangs mêmes, des choses de ce genre : « À propos d'amertume, j'aimerais dire une chose importante : les petites querelles internes à la bande dessinée, que j'ai parfois

nourries, appartiennent complètement au passé. Aujourd'hui, je peux parler avec tous ces gens avec qui je ne m'entendais pas, dans la mesure où tout s'est déplacé politiquement, géopolitiquement. Le contexte général fait que nos désaccords sur un plan micro ne sont rien à côté de nos proximités sur un plan macro.»²

Il est probable que dans le flot des tentatives régulières de réduire à rien les écarts entre les politiques éditoriales (pour minimiser la violence faite aux plus fragiles par les plus puissantes) peu de monde se soit arrêté sur cette déclaration de JC Menu dans les pages de *Kaboom...*

C'est décidément une période très troublante, pendant laquelle on peut voir Renaud prêcher que la police est amour sur le site de la préfecture et JC Menu, ici chez Stéphane Beaujean, alors que rien ne l'invite à cette brusque déclaration, nous annoncer l'avènement tant attendu du monde de Jehovah où les musaraignes peuvent se blottir entre les papattes des crocodiles pour leurs faire des roudoudous. On est macro potes, y'a plus aucune raison de se micro fighter.

Il faut croire que quelque chose de tout-à-fait hors du commun nous protège de la classe dominante : au moment où toute la France affronte sa tenace et hégémonique violence dans la rue, nous pouvons nous soulager de vivre sur le seul îlot du monde où la lutte des classes n'a pas cours.

On doit sans doute comprendre que le glapissement d'un chef de guerre n'était qu'une façon un peu nerveuse et cabotine de demander qu'on lui tende enfin un fauteuil pour boire le thé à la table des grandes personnes.

Il y a trente ans, Tony Duvert, dans *l'Abécédaire malveillant* (éd. Minuit), écrivait ceci : « Il y a une tradition d'insulter longtemps l'académie puis, l'âge venu, d'y quémander une place. Les académiciens sont donc les seuls français qui crachent dans un fauteuil avant de s'y asseoir. Ils ne s'y assoient que pour faire sous eux, il est vrai : le crachat sert d'amorce. »

Si effectivement, au bout de trois planches publiées dans un mensuel jurassique³ conçu pour prendre le train sans sa tête, un des nôtres pète sa boussole au point de ne plus retrouver le chemin de sa dignité, de ne plus se souvenir de ce qu'il avait pu défendre comme vision, ce sont les conceptions de l'édition défendues par nous qui sont une plaisanterie et la création même de ce syndicat n'a aucune raison d'être. Car au moment-même ou l'un d'entre nous abdique toute distinction entre les formes éditoriales au nom d'un mystérieux sens unique du métier, un autre, bien plus puissant, travaille à réduire à néant notre travail, en prétendant

le faire mieux que nous, plus énergiquement, plus intensément, plus efficacement, réduisant les choix éditoriaux de chacun d'entre nous à un collier de coquetteries *arty* et de poses mondaines dont lui saurait ne pas s'encombrer : on serait dangereusement inconséquents de ne pas voir, dans ces traits de Mouchart prenant ses poses dans les pages de *Télérama* pour évoquer sa revue *Pandora*, la poursuite du travail déjà largement entamé en librairie pour rendre insaisissable toute nuance entre une machine de publication massive et les petites structures qu'elle pille en appauvrissant leurs discours et leurs formes pour les rendre plus consommables.

Tous les regards, petit à petit, embarrassés, se tournent vers nous en se demandant ce que nous foutons encore là.

Nous nous trouvons dans la situation absurde que devrait affronter une formation de musique expérimentale si elle devait disputer salles, tourneurs et public aux plus populaires stars musicales du moment. Mais alors que les musiciens vivent selon des partages territoriaux qui offrent une pluralité de mondes possibles cohabitant sans se détruire — le succès populaire d'un chanteur de pop ne prive ni d'endroits pour jouer ni de public un trio de free jazz — nous nous disputons la possibilité de montrer nos livres avec les plus grosses machines de guerre éditoriales, dans les mêmes librairies et le même monstrueux festival.

Il va falloir un petit peu plus qu'une reconquête de dix centimètres carrés de librairie et de trois stands mendiés à Angoulême pour sortir de cette situation et rappeler par tous les moyens que décidément, non, pas plus sur un plan macro que micro, nous ne faisons le même travail que Mouchart pour Casterman. Et pas parce que nous n'en avons pas les moyens pour le moment : parce que nous ne partageons pas sa vision du monde.

Ce qui pèse le plus lourd sur nos modalités éditoriales, sur la façon dont nous acheminons nos livres à nos éventuels lecteurs, c'est notre incapacité à nous extraire de ce système de distribution, de diffusion, de publicité, intégralement pensé à rebours de notre existence, des spécificités de nos livres, de nos tirages, de notre conception de la bande dessinée ; c'est un système dont la performance est au service de gros tirages, de livres jetables, de purs véhicules de divertissement. C'est un système dont nous sommes au mieux les passagers clandestins planqués dans la soute bouffant les miettes des cuisines, au pire dont nous sommes l'erreur à liquider.

Notre situation continuera à s'envenimer tant que nous serons trop lâches pour abandonner le peu que nous concède encore une machine dont nous sommes l'impensé, le subsidiaire. Nous ne sommes même pas un problème. Nous pouvons à la rigueur servir de temps en temps de réservoir d'idées quand celles des maîtres du jeu s'essouffent un peu trop visiblement pour continuer à fourguer leur camelote.

Pourquoi donc les petits éditeurs sont-ils encore pris dans une machine dont ils ont toutes les raisons de se plaindre ? Parce qu'ils tremblent de perdre le peu qui leur reste. On connaît les conséquences d'un tel attachement aux dernières ressources d'un système inégalitaire : impossible d'espérer de la solidarité entre les démunis dont certains vont épuiser leurs dernières ressources pour écraser les créatures encore plus insignifiantes qu'eux-mêmes, faute d'être assez forts ou assez courageux pour se retourner contre ceux à qui le monde appartient.

Nous pouvons choisir, comme l'ont fait la plupart des librairies au nom de la survie, de tout accepter, petit à petit, d'un monde marchand dictant ses lois même quand elles ne nous profitent jamais, et nous noyer dans le même chapelet de bulles qu'elles.

Chaque fléchissement devant une servitude assure de rendre plus imperceptible et plus facilement admissible la suivante. Nous finirons sans doute comme les librairies : une valetaille du marché dont les jérémiades cachent mal à quel point elles sont complices de leurs tortionnaires en ayant graduellement lâché tout ce qui faisait la spécificité de leur métier : elles ont abandonné l'attachement à notre travail, celui des éditeurs de livres économiquement fragiles, de livres discrets, de livres dont la survie dépendait jusqu'ici surtout d'eux, faute de disposer des armes de communication écrasantes avec lesquelles les géants de l'édition balayent tout sur leur passage. La raison d'exister de la plupart des librairies — faire découvrir des livres — est devenu celle de leurs maîtres : vendre leur camelote.

Je sais tout l'attachement que les éditeurs du SEA portent aux librairies, à quel point cette partie de mon texte leur fait violence. Je ne doute pas que la tenace figure de la librairie spécialisée persiste, fasse un écran de souvenirs amoureux au paysage réel, actuel, dévasté, parce que c'est plus supportable que d'en imaginer l'extinction. Le seul fait de parler encore de la librairie, comme si ça représentait en quoi que ce soit une sorte de tout cohérent, un corps de métier identifiable,

est complètement détaché de toute réalité ; conserver pour image de cette librairie imaginaire la forme sous laquelle désormais elle apparaîtrait le moins, est un réflexe conjuratoire aussi désespéré qu'inefficace... Mais nous les aimons tellement, les librairies du passé, que nous refusons de voir ce qu'elles sont devenues. C'est au nom de cette photo qui jaunit sur la commode et des quinze libraires en France qui font encore leur métier que nous continuons à expédier des tonnes de livres en enrichissant toute une chaîne de parasites — diffusion, distribution, librairies — livres qui nous reviennent comme des boomerangs dans la gueule parce que les librairies ont cessé depuis bien longtemps de les montrer au public.

Il suffit de chercher le rayon « indépendant » de n'importe quelle librairie de bandes dessinées pour comprendre assez rapidement que la guerre est perdue depuis un moment. Je ne parle même pas de la guerre territoriale qui se calcule en mètres carrés de rayonnages, mais de ce qu'elle masque : la fin du discernement et de la lumière sur la singularité de notre travail.

Nous voulons encore le faire valoir ? Nous voulons encore faire comprendre que non, ce n'est pas le même boulot de présenter à un public impréparé une œuvre curieuse et brillante qui ne ressemble à aucune autre, ou d'attendre dix ans qu'elle ait fait ses preuves sur le marché pour en fourguer des copies maladroites par paquets de mille ? Je veux croire que oui.

Voilà notre singularité : elle situe la ligne de partage, tout simplement, entre le toc et l'invention. Si nous croyons un minimum en cela, alors nous devons inventer un système à la hauteur de cette singularité. Y croyons-nous vraiment ?

Pourquoi je pose cette question avec tant d'insistance ?

J'ai déjà entendu, à une de nos réunions, clamer « On n'est pas à l'abri d'un succès ». Certes, ce sont des choses qui arrivent. Mais que cache cette déclaration exactement ? Ce qui m'inquiète, ce n'est évidemment pas le succès (je m'en fous complètement : s'il arrive, hé bien qu'il arrive), mais tout ce qu'on semble prêt à accepter pour préparer l'éventualité de son arrivée : il ne faudrait surtout rien blesser du dispositif dans lequel le succès arrive « aux autres ». Nous pourrions, comme Jean-Christophe, écraser une larme émue par tant de bienveillance à la première gratification reçue du monde tel qu'il est ; et nous le louerons à notre tour d'avoir eu la générosité de nous accorder une petite place tranquille.

Si c'est le cas, que le sort nous préserve de tout succès, car il se fait, d'une manière ou d'une autre, contre toute possibilité d'un nous.

Il y a des questions que nous devrions faire précéder de celle du commun pour qu'elles prennent vraiment du sens, comme celle de la diffusion, sous peine de continuer à faire comme si elles se réglait sur une sorte de valeur médiane, au gré des paroles prises, basées sur un entendement ordinaire de conditions d'existence actuelles, dans l'espoir qu'une sorte de naturalité de l'ensemble produise spontanément du commun. Il y a pourtant de nombreux aspects de la vie éditoriale devant lesquels, dans leur état actuel — la diffusion en fait partie — les plus petits éditeurs n'existent même pas, ce qui crée régulièrement d'étranges assemblées au cours desquelles des questions sont abordées longuement qui ne concernent pourtant, sous la forme prise, qu'une partie dérisoire d'entre nous. Ces questions sont débattues à la fois par, et dans la direction des plus grosses structures, pendant que les autres attendent poliment la suite de l'ordre du jour.

Je repense, par exemple, à la question d'un contrat type, qui concernait en fait si peu d'entre nous que le silence de la plus grande part des membres du SEA en a accompagné la rédaction. Elle s'est réglée selon le pas de ceux pour qui elle était déjà une question, sans que nous ayons cru nécessaire de nous demander si une telle question ne pouvait pas, au fond, devenir commune en abordant autrement le problème, imaginativement, pour la rendre commune.⁴

Quand on regarde la liste des éditeurs du SEA, on comprend mieux que la question de la diffusion ne soit pas venue au premier chef des problèmes abordés et que nous soyons restés concentrés si longtemps sur l'art de dialoguer avec ce stupide festival d'Angoulême : non seulement ce festival est la cause fondatrice de notre syndicat mais, surtout, c'est une des rares questions dont la nature commune à tous saute effectivement aux yeux. Nous savons très bien que pour la partie la plus large des tout petits éditeurs, la question de la diffusion, elle, représente d'emblée un impossible économique. Autant dire que la réforme de son système ne les concerne pas plus que la rédaction d'un contrat type, sans doute parce que nous avons tous si bien intégré l'idée selon laquelle le système de circulation des livres actuel est indéboulonnable, que nous ne jugeons même pas utile de faire un enjeu collectif de son procès...

Nous pouvons continuer à faire ramer certains d'entre nous pendant que les autres écopent notre ridicule bateau gonflable intégralement poreux ; on doit pouvoir, bon an mal an, avancer comme ça encore cinq ans, peut-être dix, avant de couler avec le système des librairies.

Mais nous pouvons aussi inventer un système moins lourd, mieux ajusté à tous nos livres, qui n'écarte pas de la distribution les plus petits d'entre nous sans pour autant encombrer les autres et les alourdir. Nous pouvons également créer un système qui en finisse avec la jetabilité de nos publications, soumises au rythme affolant des nouveautés, rythme qui n'est pas seulement une source de gaspillage et un modèle d'iniquité pour les livres les plus fragiles, mais qui touche à la vision même du livre : il est temps d'affirmer qu'un livre n'est pas un objet de consommation et qu'il n'est donc pas jetable au bout d'un mois. Ce qui se consomme disparaît au cours de la consommation. Ce qui se mange se chie et n'est plus remangeable. Ce qui alimente mon moteur se brûle et ne peut plus faire rouler quoi que ce soit.

Ce qui se lit se relit encore et se partage, se mutualise dans une bibliothèque, s'enrichit à chaque lecture, et un bon livre n'en chasse pas un autre : Ware ne rend pas Herriman caduc, et le dernier Musturi ne rend pas le précédent obsolète. On ne consomme pas un livre. Quiconque le prétend ne défend que la consommation elle-même, contre le livre comme objet singulier.

Je brosse sommairement le projet de refonte qui me vient à l'esprit :

Avant toute chose, il implique donc une vision commune ; c'est-à-dire un commun, qu'il est temps que nous réalisions ; pour l'instant, il me semble n'être qu'un vague argument publicitaire du syndicat auquel personne ne croit vraiment. Appelons ça, si vous le voulez bien, une *Commune du livre*.

Elle tiendrait en quatre aspects:

- La communisation des outils de stockage, de diffusion, de distribution, d'informatisation, de publicité, de vente.
- La suppression de la circulation infernale et destructrice des livres par le remplacement du modèle actuel de fonctionnement avec les librairies : il s'agit de créer un système de présentation de nos livres dans une série de points de

rencontres avec la collaboration de la poignée des derniers libraires vivants, proposant une vente différée. Ce modèle en finit également avec la durée de vie limitée des livres en rayonnage en présentant l'intégralité de nos catalogues.

— La création d'un festival commun, continu et itinérant, qui ne soit plus simplement un marqueur événementiel de notre activité, mais un des vecteurs les plus importants, qui en garantisse la vigueur tout en participant à la circulation à la fois des livres et de toute information les concernant.

— Un travail sérieux de présentation de notre travail en ligne, riche, dense, sur la base d'un site de vente commun, impliquant une utilisation de tous les moyens disponibles pour mettre en valeur un livre et pour faire circuler l'information à son propos.

La fortune que représente à la fois le pourcentage filé aux distributeurs (qui se grattent à l'aller et au retour), aux diffuseurs, aux librairies et le gâchis de livres et de frais qu'inflige le retour doit être redirigée vers de meilleurs investissements.

1) Transports, stockage, site :

Il ne doit plus y avoir de retours. Un livre parti ne doit plus revenir à l'éditeur.

Pour commencer, créons une centrale stockant nos livres gérée collectivement. C'est à elle que les éditeurs du SEA confient leur stock, réservant pour eux-mêmes la portion qu'ils ont l'habitude de vendre directement (petits salons, rencontres, etc). Cette centrale est sise dans une partie du territoire où les loyers sont devenus depuis longtemps dérisoires et où l'activité économique est si éteinte que nous pourrions peut-être même trouver des partenaires locaux susceptibles de nous aider à réaménager des friches industrielles (Creuse, Ardèche, etc.). Sur place, une petite équipe de salariés pour la gestion des stocks et des commandes, et pour l'entretien d'une base de donnée : c'est un outil de gestion dialoguant — versant public — avec un site, un vrai, beau, clair, qui est un véritable outil de vente, pensé comme tel, fonctionnel, avec également une petite équipe permanente pour s'occuper de mettre à jour certaines informations à mesure que les livres arrivent à la centrale et d'en superviser le bon fonctionnement. Les informations de base, relatives à la présentation factuelle de chaque livre, sont elles rentrées par les éditeurs eux-mêmes (d'autres détails sur le versant public de notre site sont donnés ci-après).

Où iront donc alors nos livres, ceux qui ne seront pas directement commandés auprès de notre site, s'il ne vont plus dans des librairies ?

2) Les Communes du livre, versant public :

Il s'agit d'inventer une façon de travailler sans le modèle de la librairie tel qu'il a cours, mais avec les derniers libraires que leur métier intéresse encore un peu. Les libraires, sans la librairie, donc.

Nous ne devrions plus nous humilier à essayer de convaincre des épiceries du livre de l'intérêt de vendre les nôtres, ni de payer des diffuseurs pour le faire à notre place ; *a fortiori* parce que jamais rien ne garantit qu'un placement est suivi d'un véritable effort de vente. Pour en finir également avec la standardisation de la présentation en librairie, la relégation de nos publications les plus discrètes ou les moins formellement normées dans des coins invraisemblables (je le constate même dans les librairies les plus spécialisées dont on nous chante qu'elles sont aux petits soins avec nous), ou encore la maltraitance de nos livres les plus fragiles. Et il s'agit également de mettre en valeur tout notre catalogue, et pas seulement celui du mois en cours ; faisons entendre que chaque livre a une temporalité propre, qu'elle est hasardeuse, surprenante, que personne n'a d'empire sur le moment où un lecteur va rencontrer un livre, fût-il publié dix ans auparavant. Nous n'avons aucune raison d'accepter l'idée folle que tout le travail éditorial réalisé pendant la durée de vie d'une maison d'édition perde son sens, sa valeur, à chaque nouvelle salve saisonnière de livres : nous devons considérer que si la contextualisation historique de la maison Gallimard est immédiatement intelligible par la disponibilité de centaines de titres publiés depuis sa fondation dans n'importe quelle librairie, ce rapport à notre propre histoire éditoriale est tout aussi important pour comprendre le travail que nous faisons, chacun, aujourd'hui.

Créons pour toutes ces raisons des espaces de présentation dans quelques grandes villes, une poignée de lieux où l'on pourra les découvrir, les toucher, où les libraires salariés par nous, que nous pourrions simplement appeler *Lecteurs* (évacuer le modèle marchand de la librairie et conserver le terme de libraire est peut-être une source de confusion), pourront enfin faire ce que la librairie ne leur permet plus de faire : oublier la gestion des stocks pour se consacrer exclusivement à la présentation des livres, en parler, conseiller (un des plus fameux libraires indépendants

que nous connaissions, Jérôme d'Alphagraph, épuisé et endetté par le système absurde actuel, m'a dit être prêt à reprendre du service dans de telles conditions : la perspective de faire enfin ce qu'il aime et ce qu'il fait si bien sans autre souci pour un SMIC lui paraît excitante). La rareté de ces points de consultation n'a aucune raison de nous effrayer : les amateurs de nos livres doivent déjà faire des kilomètres pour les trouver.

Dans ces Communes du livre (mettons dans une vingtaine de villes), des bornes permettent de commander les livres, aidés de notre Lecteur si on le désire. Aucun livre n'est vendu sur place, au moins pour trois raisons : débarrasser les Lecteurs de la partie comptable et logistique, certes, mais aussi offrir une égalité de traitement à tous les titres publiés par les éditeurs du SEA (les plus petits tirages ne pourraient pas constituer du stock pour les Communes et on retrouverait alors, au sein même de nos Communes, le déséquilibre des forces que nous fuyons dans le Marché) et peut-être, puisqu'aucune activité marchande ne s'y développera directement, obtenir des partenariats municipaux pour louer des espaces à faible coût voire se les faire prêter. D'ailleurs, ces lieux n'étant plus à proprement parler des lieux de vente, sont-ils soumis aux règles d'achat des baux commerciaux ?

Quelles que soient les conditions qui s'offriront pour la location de ces lieux, il faudra trouver une répartition équitable des paiements — de la même manière que pour le loyer de la Centrale, le salaire des Lecteurs, des stockistes, etc. —, probablement proportionnelle aux chiffres d'affaire de chaque structure, selon son échelle.

Comme les livres ne sont disponibles nulle part ailleurs autrement (à l'exception de notre festival continu itinérant et des quelques librairies qui accepteront de traiter avec nous sans passer par une structure de diffusion/distribution installée), ceci créera un mode d'achat nouveau, dont le caractère différé ne serait un problème que s'il y avait un autre moyen de se les procurer. Ce délai de vente passant par la commande est de toute façon déjà une réalité pour la plus grande partie de nos livres : même ceux qui atteignent les librairies en sont dégagés si rapidement par le flux des nouveautés qu'ils rentrent dans le système des commandes un mois ou deux après leur publication.

Pour les plus petites structures, pour lesquelles la poignée d'exemplaires correspondant au nombre de Communes du livre pourrait tout de même représenter une

partie non négligeable du stock, ceci ne représenterait qu'une paralysie partielle : chacun d'entre nous pourra décider de ne présenter ses livres que dans les Communes de son choix, et les exemplaires mis en présentation dans les Communes pourront rejoindre le festival itinérant dès l'instant où le reste du stock aura été vendu. On peut tout-à-fait imaginer également que les plus petits tirages, ou les plus fragiles, ne soient présents que sur le site ou dans notre festival itinérant.

On peut également imaginer des liens tissés par chaque Commune avec la création micro éditoriale locale, qui pourrait être accueillie dans des conditions de présentation proches de celles des livres du SEA, mais dont les types d'arrangements techniques pourraient s'adapter à leur économie (par exemple, des fanzines qui jouiraient d'une présence dans la Commune de la ville la plus proche par un dépôt direct et sur notre site, mais dont les commandes seraient directement traitées par eux).

Jérôme me fait part de ses interrogations devant les tâches du Lecteur, désormais libéré du plus gros de son travail habituel dans une librairie : il me semble que la grande variété des publications qu'offrent les éditeurs du SEA, pour être comprise, commentée et ensuite présentée, représente déjà un immense travail à faire s'il est entendu que nos lecteurs lisent toute la production.

D'autre part, comme il ne fait aucun doute que cette coupure de nos Communes avec le reste de la production éditoriale est autant un handicap qu'un avantage, il faudra faire de ces espaces des lieux de vie et d'invention permanente pour y présenter sous toutes sortes de formes leur activité. Projections gratuites des films d'animations que réalisent de nombreux auteurs, rencontres, conférences, rendez-vous mensuels pour présenter les derniers livres au public, expositions, workshops, etc. C'est un des aspects qui pourrait ouvrir nos lecteurs à la plus grande liberté imaginative et qui pourrait renforcer les liens des Communes avec les auteurs publiés par les éditeurs du SEA mais aussi avec le tissu associatif lié à la bande dessinée dans chaque ville.

À plus ou moins long terme, se posera également pour nous la question de l'ouverture de nos Communes à des formes de créations artistiques autres que la bande dessinée : il s'agira de donner à notre approche éditoriale publique un écho de ce décloisonnement éditorial déjà largement entamé dans nos propres publications. Un tel travail de fédération ne pourra commencer sans mettre en

lumière la singularité de ces marchés propres du livre — poésie, art contemporain — afin d'en comprendre les fonctionnements, les attentes, et les critères politiques et esthétiques qui en organisent le territoire.

Les frais de ports pour les expéditions aux particuliers, aussi considérables soient-ils, avoisinent les 20% du prix de vente en moyenne (selon mon expérience personnelle de la vente par correspondance, c'est-à-dire avec les services de La Poste essentiellement). Il y a sûrement moyen de les réduire par un accord professionnel avec La Poste. Si un seul éditeur du SEA ne pourrait représenter un interlocuteur économique intéressant pour ce type d'arrangements avec La Poste — dont les critères d'éligibilité à des tarifs préférentiels aux entreprises exigent de très gros volumes d'expéditions — le collectif que nous formons le pourrait sans doute.

D'autre part, un usage de la plateforme professionnelle Prisme pourrait peut-être s'adjoindre à nos expéditions aux particuliers, par un système de retrait hebdomadaire des livres (dont elle assurerait la livraison aux Communes) : les commanditaires se verraient offrir, à la place de l'expédition de leurs livres à domicile, la possibilité d'un retrait à la Commune de leur choix, avec la remise de 5%.

De telles Communes nous permettraient également de multiplier les modes de présentation du livre, d'adapter les lieux aux livres, à leurs formats, leur diversité, etc.

On peut toutefois imaginer que des librairies, intéressées par notre catalogue, accoutumées à défendre certains de nos livres, soient désireuses de continuer à en vendre des titres tout en poursuivant la vente d'autres livres (d'autant que la polarisation de nos Communes sur des grandes villes à des fins d'efficacité redessine le fossé culturel qui existe déjà entre les grandes et petites villes). Celles-là se verront proposer uniquement de l'achat ferme, à un pourcentage fixé par nous (il n'a pas besoin d'être le même pour chacun d'entre nous, ni même pour chaque livre). Ce pourcentage peut être assez avantageux pour les convaincre de nos conditions : même en les laissant à un taux de remise de 40 voire 50% (mais avec les coûts de transport à leur charge), nous y perdrons nettement moins qu'avec l'actuel taux du système de diffusion, avec l'assurance d'un partenariat basé sur le goût et le choix, impliquant un véritable désir de vendre nos publications. Il me semble toutefois que ce travail doit être accompagné d'un éclaircissement sur le sens général de notre Commune, sur la vision collective du catalogue, pour

ne pas voir se reproduire ici et là le schéma d'une série de quatre grosses boîtes masquant les dizaines d'autres formes éditoriales de notre structure. Peut-être faudrait-il alors imaginer des contrats qui engagent les librairies partenaires, à chaque commande, à présenter des titres de maisons d'éditions plus discrètes, selon des modalités engageantes qui restent à inventer, afin qu'elles mettent leur énergie au service d'autre chose que l'évidence de la renommée ?

Remplaçons le Service de Presse par des conférences de presse mensuelles où les livres sont présentés dans nos Communes aux journalistes et aux bibliothécaires, par nos Lecteurs et par ceux d'entre nous qui seront disponibles et désireux de le faire dans leur ville. Les journalistes pourront passer directement commande des SP qu'ils ont envie de chroniquer pour les éditeurs (ceux qui sont d'accord avec le principe des SP, bien entendu), sans que leur soit demandée, évidemment, la moindre garantie d'un avis positif, voire d'un avis tout court. Il ne s'agira que de sceller, par un geste engageant, un vrai rapport entre le journaliste et le SP. Nous pourrions les assurer de maintenir ce système quelles que soient leurs chroniques ou leur absence, tant que sera respectée la forme du dialogue et de la demande. On peut même imaginer des salles de lecture pour une consultation spéciale, presse ou recherche. La rencontre avec les bibliothécaires, auxquels nos Lecteurs pourront consacrer tout le temps qu'ils désireront, palliera les faiblesses du réseau formaté et chiche des informations qu'ils reçoivent généralement à propos de nos livres.

3) Festival :

Nos structures éditoriales sont disséminées dans toutes la France pour la plupart d'entre nous, en Belgique et en Suisse pour quelques autres.

Imaginons la mise en commun de nos stocks de festival pour une manifestation itinérante, prise en charge par une équipe composée des éditeurs les plus proches de telle ou telle grande ville, avec un collègue général pour les questions logistiques, publicitaires et un collègue local pour les questions esthétiques, structurelles, événementielles (expositions, rencontres, etc.). Évidemment, là encore, le sens d'un travail commun prime pour rendre cet outil fonctionnel, chaque équipe hébergeant le festival au moment où il passera à proximité ayant à coeur, souhaitons-le, de vendre les livres des autres éditeurs du SEA avec la même énergie que les siens.

Peut-être faudra-t-il imaginer, à ce moment-là, une stimulation économique de la part des éditeurs distants, pour l'équipe temporaire du festival ? (Les frais de bouche, d'hébergement, de déplacement économisés rendraient légitime l'évaluation d'une part sur les ventes pour l'équipe locale).

L'économie substantielle que représentera le fait de ne plus avoir à déplacer de lourdes équipes de partout ni de louer des espaces de vente à des festivals coûteux, et de déplacer le festival à notre place, sans compter la puissance publicitaire incarnée par un tel festival à mesure qu'il se déplacera (sa renommée grossit comme une rumeur), l'allègement gestionnaire, (le festival est directement alimenté en livres par la Centrale et le point sur les stocks est fait en continu par la liaison avec elle), la diversité des réponses que chaque équipe régionale pourra apporter aux questions esthétiques, à la conception des espaces et le débarras de cette saloperie de festival d'Angoulême aussi ruineux que tyrannique, ne pourra apporter qu'une formidable réserve de trésorerie supplémentaire pour alimenter nos points les plus faibles économiquement (location des Communes, logistique, etc.). La question des bénévoles pourrait être résolue localement en collaboration avec les nombreux fanzines locaux qui, en échange d'une prise en charge de leurs publications dans les mêmes conditions que celles du SEA pourraient se soustraire à son économie générale en échange d'un peu de temps et d'énergie pour la mise en place du festival. Il me paraît essentiel, de toute façon, que le festival du SEA sache renouer avec cet accueil chaleureux du fanzinat — sans regard sur ses qualités esthétiques, par simple solidarité politique — que les grands festivals ont rejeté depuis bien longtemps.

4) Site (détails) :

Un forum pour le rendre vivant permettra de répondre directement à toutes sortes de questions que se posent les lecteurs à propos de notre travail, de certains livres, et de mettre à disposition toutes sortes de compléments aux livres eux-mêmes (bibliographies et biographies des auteurs, chroniques, essais sur les œuvres, collaboration avec les sites de recherche pour mettre en commun certaines ressources, versions originales en pdf de nos livres traduits, etc.) ; création potentielle d'une communauté de lecteurs-chroniqueurs dont la polarité des avis importerait moins que leur agrégation autour de notre travail ; mise en avant de tous les aspects visuels des livres, vidéos pour les exposer de façon sensible, complète, description des papiers, indices d'échelle des livres, etc.

Il s'agit également de reprendre la main sur la présence en ligne de nos livres, de ne plus laisser s'en charger les grosses centrales comme Amazon.

La gestion par chaque éditeur de son environnement à sa guise, la conception visuelle également (le site pourrait être simplement un agrégat de sites sur une technologie, un moteur de commandes et une base de données partagés mais sur des squelettes css différents), permettra de rompre avec l'uniformité esthétique déprimante des sites marchands. Cet arlequinage joyeux rendrait justice à la polychromie des éditeurs qui composent le SEA.

Ce système centralisé et informatisé nous permettra de déhiérarchiser complètement les modalités économiques de productions des livres au profit de la seule présence égalitaire de tous les livres, avec des systèmes d'affinités, de tags et de classements décidés par nous, selon nos désirs respectifs de mettre en avant tel ou tel aspect de nos livres.

Le plus petit fanzine étant disponible au même endroit qu'un beau tirage patrimonial, il ne tiendra qu'à nous de créer du sens dans les cercles affinitaires, les familles de livres, etc.

Notons également que ce système permettra d'en finir également avec le calendrier et les formes de présentation régulée des diffuseurs, qui sont un cadre normatif supplémentaire avec lequel il nous serait bon de rompre : précipiter la publication de tel ou tel livre pour satisfaire la périodicité de leur catalogue, faire rentrer au chausse-pied la présentation d'un livre plus complexe que d'autres en 1000 signes quand il lui en faudrait le triple, voilà qui ne nous aide pas à travailler correctement.

Peut-être serait-il temps, également, de penser un usage du livre numérique pour certains cas particuliers, histoire de nous concentrer sur les ouvrages auxquels seul le papier rend vraiment justice (essayons de regarder vraiment les choses en face devant nos catalogues respectifs et de nous demander si l'impression sur papier se justifie à chaque fois).

Rendre également disponibles gratuitement en pdf des œuvres patrimoniales ainsi que nos livres épuisés, voilà qui serait une excellente chose.

Il est évident que nous sommes en ce moment au tout premier stade d'une invention : celui de sa rêverie.

Mais c'est un stade important, auquel nous pouvons pas à pas ajouter les étapes des interrogations techniques, financières, humaines, afin de les résoudre patiemment une à une.

Un tel bouleversement pourrait bien un moment nous mettre dans une situation plus précaire encore que celle que nous vivons en ce moment, je peux l'imaginer.

Même si l'économie incroyable que représenterait un tel système sur les ventes de chacun constitue un formidable trésor de guerre, il ne s'agit pas pour autant d'un fond immédiatement investissable.

Comment rendre ces premiers fonds disponibles? Sur quelle base établir la participation de chacun à leur constitution ?

Je peux imaginer aussi qu'un bon travail de montage financier pourrait convaincre des investisseurs, une banque comme le Crédit Coopératif, des partenaires régionaux et peut-être des associés inattendus...

Je suis pour l'instant au seuil de ma propre imagination qui n'attend plus que la vôtre pour trouver les failles de ce projet, inventer des moyens de les colmater, pour rendre cette vision fugitive et personnelle solide et commune.

En tout cas, il ne fait aucun doute pour moi que cet outil, ce monde éditorial, si nous ne l'inventons pas, les machines de publication massive le créeront d'une façon ou d'une autre et je serais vraiment très étonné qu'elles y pensent une place pour nous.

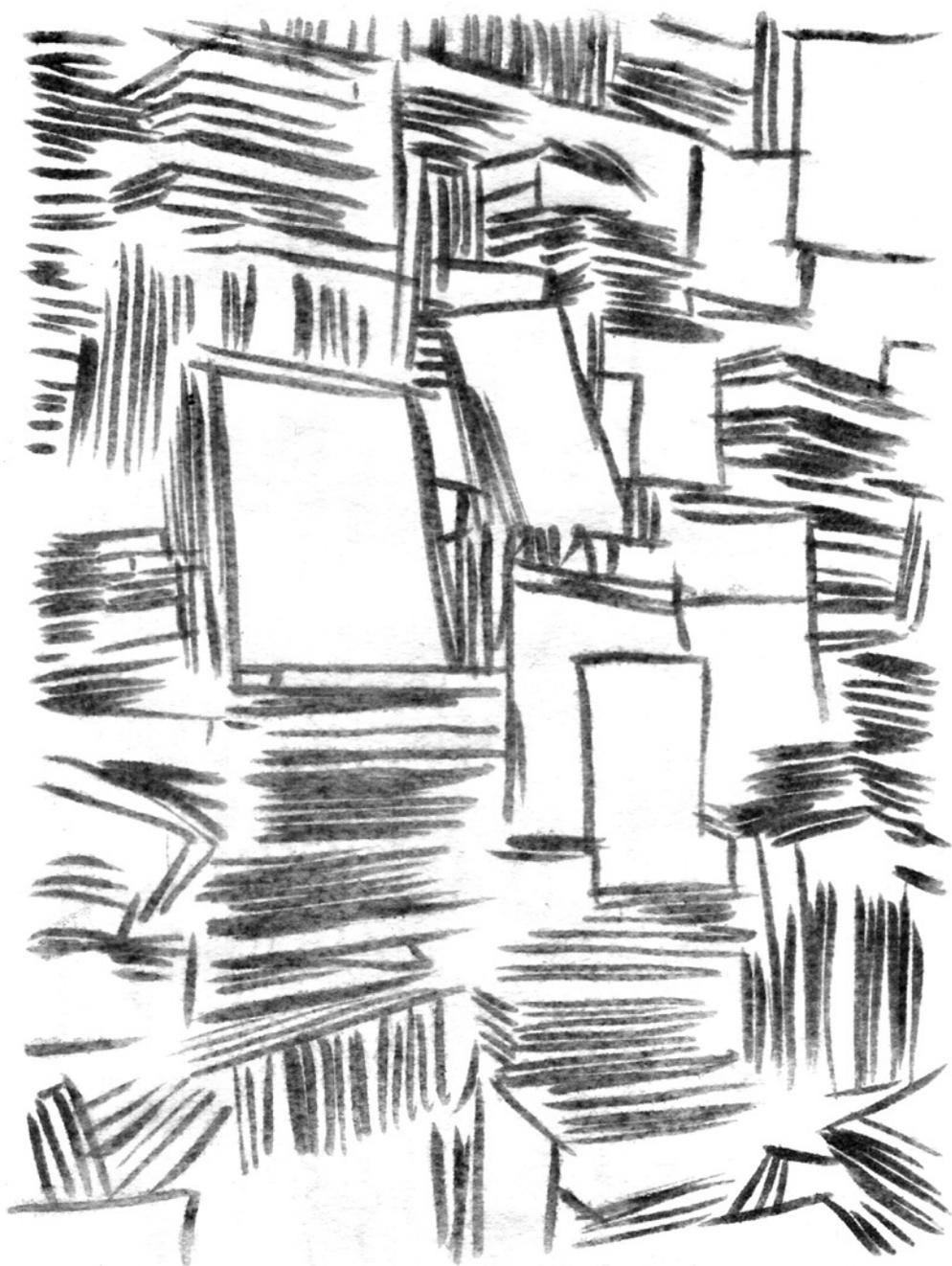
1/ Ils se récrieront sans aucun doute, les petits coquins, chacun ayant une loupe devant ses propres problèmes ; mais il se trouve que même dans une force minoritaire se dégage encore de la minorité.

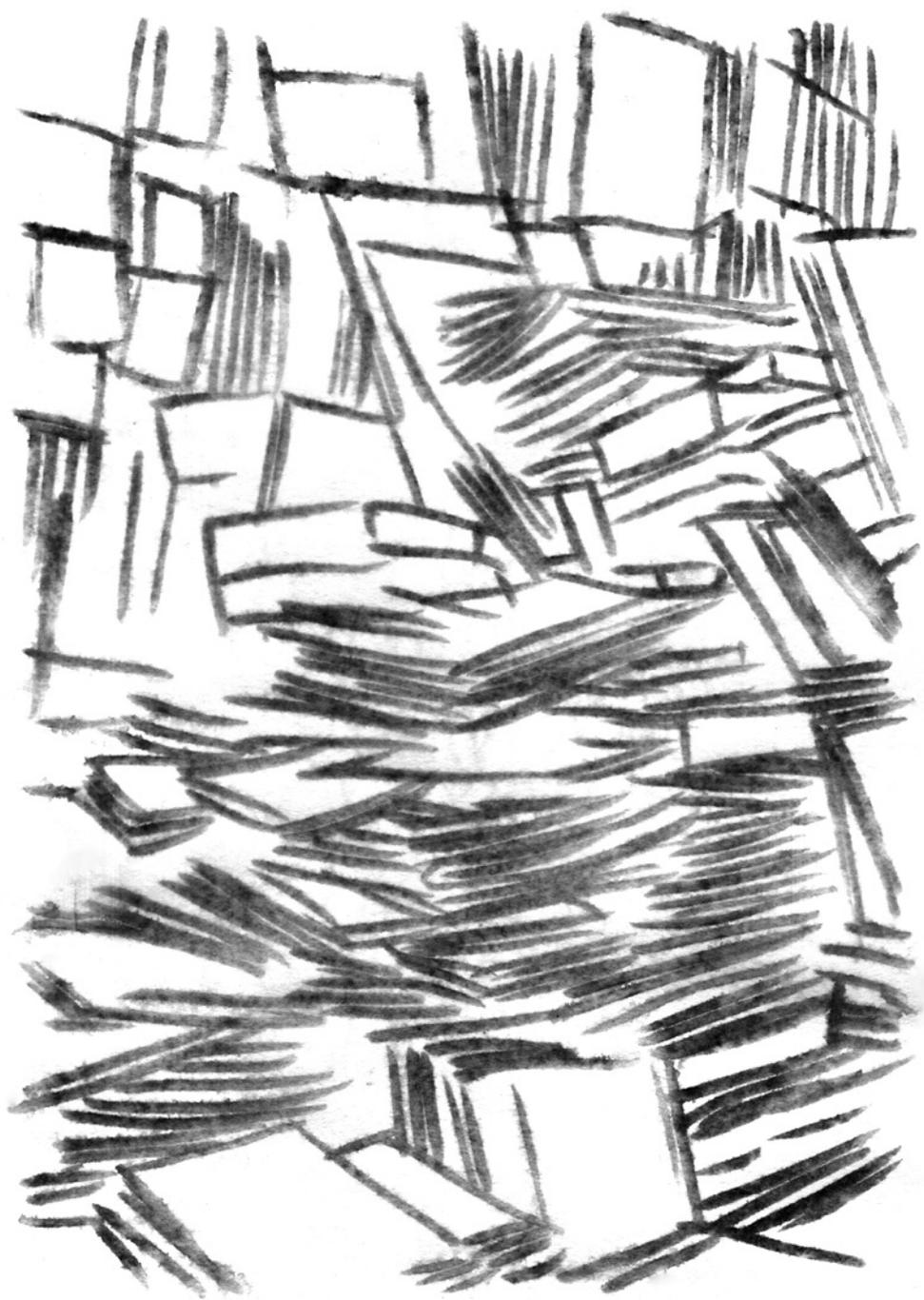
2/ Ces propos surprenants — si on considère non pas la transformation mais le durcissement des lignes de force de la stratégie éditoriale dans les dix dernières années (avec particulièrement, pour ce qui nous concerne, l'arrivée en force du groupe Madrigall qui, quelques années seulement après les déclarations de son directeur général Antoine Gallimard affichant sans complexe son mépris de la bande dessinée, est devenu par vagues de rachats et de créations de collections successives le 6^e acteur le plus important du marché — en nombre de titres publiés —, avec notamment l'acquisition des catalogues du groupe Flammarion, comprenant entre autres Casterman mais aussi Fluide Glacial, jusqu'à sa récente cession aux éditions Bamboo) —, furent tenus par Jean-Christophe Menu, membre fondateur de l'Association, maison d'édition de bandes dessinées née dans les années 1990. Considéré par certains comme un allié possible dans la lutte contre l'industrie éditoriale, JC Menu s'était en effet fait entendre à plusieurs reprises dans des textes, ou en prenant publiquement la parole, sur la fermeté de ses positions combatives et sur la rigueur de ses choix politiques. Les déclarations citées ici sont extraites de Kaboom n°13, magazine semblable à tout autre dans le domaine du bavardage culturel poli jusqu'à l'écœurement, du conformisme petit bourgeois et de la servitude marchande, à ce détail près que la compagnie et la considération de Stéphane Beaujean — rédacteur en chef de Kaboom, journaliste bd pour les Inrocks, Trois Couleurs, Chronic'art et désormais directeur artistique du festival d'Angoulême — est de celles que n'importe quel auteur soucieux de sa représentation publique ne mettrait en péril pour rien au monde. JC Menu exprime ici son amour pour tous ses confrères éditeurs quand personne ne lui demandait un tel serment d'allégeance, alors qu'il bavarde sous lui en compagnie de Charles Berberian, également auteur de bande dessinée. Il faut croire que ça le démangeait fort, et qu'il attendait la première occasion venue pour, à son tour, embrasser un flic. Ces déclarations seraient sans importance si elles ne s'inscrivaient dans un programme général de destruction de la petite édition de bande dessinée par son invisibilisation : c'est sous le poids des milliers de fac-similés industriels merdiques que disparaît la création fragile sur les étalages de la plus grande partie des librairies quand elles se montrent incapables elles-mêmes de faire la différence entre un travail unique et ses mille contrefaçons recalibrées et vaselinées. Les derniers libraires faisant encore leur travail se condamnent à suivre la création par le fond à plus ou moins brève échéance (il me paraît évident que ces libraires-là sont les acteurs fondamentaux de la possible construction de Communes du livre et qu'ils y ont autant d'intérêt que les auteurs et les éditeurs).

Autant dire que l'ancien Bobin des Rois de la bédée est aujourd'hui l'allié objectif de ceux qu'il pourfendait encore tant qu'il n'avait pas eu sa place à la garden party.

2/ Il est fait allusion ici à Fluide Glacial — qu'il ne me semble pas utile de présenter aux lecteurs de ce texte, mêmes les plus éloignés de notre champ disciplinaire — mensuel survivant des années 1970 dans lequel JC Menu publie depuis quelques temps.

4/ Effectivement, combien en ont réellement quelque chose à foutre de la rédaction de contrats quand on connaît la réalité de leur valeur dans notre monde ? Sans déconner, nous savons très bien que certains d'entre eux, sous leur forme actuelle, intègrent d'emblée la non rémunération des auteurs comme une condition économique de la survie de la boîte. Je dois vraiment donner les noms ? D'autres intègrent cette rémunération une fois qu'a été remboursée l'intégralité des frais de production... Inutile de dire que la rédaction du contrat SEA ne concerne pas les maisons d'édition pour lesquelles cette façon de faire les choses est considérée comme le socle de leur survie. Sans parler de toutes les autres, soit avec lesquelles aucun contrat n'est jamais signé, soit qui se foutent absolument de les respecter sur la base d'une sorte d'entente tacite qu'il s'agit juste d'un geste formel. En tant qu'auteur, j'ai fait une quarantaine d'albums, dans des maisons qui vont du minuscule au bien en vue, et la palette variée des contrats — quand il y en avait — me fait douter de l'existence de tout lien entre leur forme et leurs effets.





CONSULTANTS

Yvan ALAGBÉ

Alexandre BALCAEN

Jérôme LEGLATIN

Latino IMPARATO

Xavier LOWENTHAL

June MISSEREY

Jérôme SALIOU

IMPRESSION

ARTGRAFIK

(Vaux-sur-Mer)

PAPIER

FEDRIGONI

Ispira nero mistero 250

Freelife cento 100

X-PER P.W. 250

DÉPÔT LÉGAL

à parution

979-10-95922-11-7

JANVIER 2017

6 €

L.L. DE MARS

COMMUNES DU LIVRE

PROPOSITIONS POUR UNE RÉINVENTION
DE LA DIFFUSION DES ŒUVRES

ADVERSE